

Bonjour aux délégués à la RAAP, membres à vie et invités. Bienvenue à la 99^e Réunion annuelle de l'Assemblée provinciale.

Je tiens d'abord à souhaiter la plus cordiale bienvenue à nos invités et à nos collègues spéciaux qui se joignent à nous ce matin en provenance de Winnipeg et d'Ottawa.

De la Manitoba Teachers' Society, nous avons l'honneur d'accueillir Norm Gould, président et Bobbi Taillefer, secrétaire générale.

Et de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, accueillons Mark Ramsankar, président et Cassandra Hallett, secrétaire générale.

Je vous remercie de vous être joints à nous pour la fin de semaine et j'espère que vous apprécierez le temps passé ici avec nous, à Toronto.

Lors des années sans élection à la RAAP, nous accueillons des invités internationaux, comme des dirigeants syndicaux et des activistes de partout dans le monde, avec lesquels nous avons développé des relations de travail, entrepris des projets dans des domaines d'intérêt commun et noué une relation d'amitié. Deux de nos invités sont dans l'assistance ce matin et c'est un honneur pour moi de les saluer et de leur souhaiter la bienvenue.

Nous avons Mariluz Arriaga, présidente de la section mexicaine de la Coalition trinationale de défense de l'éducation publique de laquelle OSSTF/FEESO est membre. Mariluz est une des fondatrices de la Coalition et elle est professeure à l'Université nationale autonome du Mexique, dans la ville de Mexico.

Camarade Magope Maphila est président de SADTU, *South African Democratic Teachers Union*. En 20 ans, SADTU est passé d'un syndicat de 30 000 à 260 000 membres, avec une influence politique stupéfiante dans leur pays. Nous en avons été témoins lorsque plusieurs d'entre nous sont allés à leur assemblée générale nationale en octobre et que nous avons entendu Cyril Ramaphosa, maintenant président de l'Afrique du Sud, s'adresser à leurs délégués. Que cet homme, qui aspire à diriger le Congrès national africain et que le peuple se soit senti tenu de se présenter à une réunion du SADTU, est une preuve décisive de leur rôle important dans la politique, en Afrique du Sud.

Le travail de solidarité internationale que nous amorçons n'est peut-être pas remarqué de chaque membre. Pourtant, en tant que syndicat d'éducatrices et éducateurs dans un contexte mondial, il est de notre intérêt de créer et de maintenir ces relations et de collaborer avec nos confrères et consœurs de tous les coins du monde sur des questions d'intérêt mutuel. Leurs situations sont souvent bien différentes. Nous savons que, dans des endroits comme en Colombie, où nous avons soutenu l'école de formation syndicale, et aussi au Mexique, le type d'activisme, dans lequel nous, ici présents, nous engageons chaque jour, se trouve parfois confronté à de la brutalité et même des meurtres. Mais les valeurs et les convictions que nous défendons et pour lesquelles nous luttons sont très semblables :

La préservation de l'autonomie professionnelle.
Notre opposition à la privatisation dans l'éducation publique.
La nécessité visible de défendre constamment nos droits à la libre négociation collective.

Ce sont ces luttes que nous avons en commun. Grâce à nos activités internationales, nous tirons des enseignements de l'expérience des autres et tirons parti des points forts de chacun. Et nous en profitons tous.

Nos invités internationaux participeront à une discussion en groupe sur les enjeux internationaux demain, pendant la pause du lunch, à la salle Osgood Ballroom et je suis convaincu que ce qu'ils auront à raconter sera très intéressant.

Aujourd'hui, nous avons aussi l'occasion de souhaiter la bienvenue à la RAAP à un nouveau groupe qui ne vient pas d'aussi loin. Notre toute nouvelle unité de négociation, le personnel professionnel des services à l'élève du Conseil scolaire de district catholique de York (*York Catholic District School Board*) qui a obtenu son accréditation le 2 mai dernier et qui fait désormais partie du District 16. Bienvenue!

Il y a deux jours, nous fêtons la Journée internationale des femmes, comme nous le faisons chaque année le 8 mars. Cette journée nous donne l'occasion de célébrer les réalisations sociales, politiques et culturelles des femmes ici, au Canada, et dans le monde entier. Hélas, c'est aussi une journée où nous reconnaissons qu'il reste encore beaucoup à faire avant que nous atteignons quelque chose qui ressemble vraiment à l'égalité et à l'équité pour les femmes. Je ne minimiserai pas l'énormité de ce qui reste à accomplir, mais cette année, on semble avoir l'impression qu'un changement important d'attitude s'est produit, représenté par le phénomène *Me Too* (Moi Aussi).

Me Too a réalisé quelque chose de plus que la dégringolade de quelques hommes haut placés occupant des postes de grande notoriété. Il a littéralement donné à des millions de femmes un canal par lequel elles racontent leurs expériences, expriment leurs frustrations individuelles et collectives par rapport à un monde dans lequel l'agression et le harcèlement sexuels sont tous deux répandus et se font généralement en toute impunité. *Me Too* est qualifié par plusieurs comme un virage important dans notre perception du harcèlement sexuel, un moment décisif dans la dynamique du pouvoir entre les femmes et les hommes. Et nous espérons que ce soit vrai. Il faut toutefois se rappeler que plusieurs femmes qui ont été victimes dans leurs milieux de travail, en particulier les femmes sans protection d'un syndicat, n'ont pas encore le sentiment d'être mieux placées pour agir.

Depuis plusieurs années déjà, OSSTF/FEESO prend très au sérieux le problème du harcèlement sexuel, comme on peut le constater par la création de ressources et d'ateliers tels que « On a fini de rire » (*The Joke's Over*) et « On ne s'amuse toujours pas » (*Still Not Laughing*).

Tout ceci est en accord avec notre fière tradition de lutte pour l'équité entre les femmes et les hommes. Cette tradition a commencé dès la deuxième réunion annuelle de la Fédération en 1920 quand une résolution a été adoptée appuyant le principe « à travail égal, salaire égal ».

Nous continuerons à lutter pour de meilleures protections et politiques et pour des processus améliorés qui dissipent les craintes de représailles lorsque les femmes dénoncent des incidents de harcèlement sexuels.

Mais les politiques, les procédures et les autres protections formelles, si bien conçues soient-elles, demeurent insuffisantes. *Me Too* ne peut pas être seulement un déclencheur pour que les femmes fassent entendre leur voix. Il doit inciter les hommes à faire un examen honnête de leurs attitudes et de leurs comportements envers les femmes dans leurs vies, au travail, à la maison et dans la communauté, car la seule solution acceptable est un changement important de culture, tant à l'intérieur comme à l'extérieur de nos milieux de travail.

Farrah Khan, notre conférencière de demain après-midi, est la coordonnatrice du soutien et de la formation sur les questions de violence sexuelle à l'Université Ryerson. Nous sommes impatients de l'entendre parler de ses réflexions et points de vue sur le mouvement *Me Too* et, très certainement, sur d'autres enjeux connexes.

La prochaine campagne électorale en Ontario est sans doute ce sur quoi *Me Too* a eu une incidence non négligeable. Le cirque, qui se déroule sous nos yeux au Parti conservateur de l'Ontario depuis la démission de Patrick Brown en janvier, est un excellent divertissement... si vous êtes fanatique de ce genre de désordre. Mais c'est aussi une source d'incertitude additionnelle à l'approche de l'élection. Les Conservateurs continuent d'être en tête des sondages même si nous ne saurons que plus tard aujourd'hui qui sera leur chef. En novembre, ce qui aujourd'hui semble lointain, ils ont publié leur programme électoral, un programme qui semble relativement inoffensif comparativement à ceux des campagnes antérieures. Nous ne pouvons que deviner ce qui restera inchangé du programme lorsque leur nouveau chef commencera à définir l'orientation du parti.

Mais nous y accorderons une attention particulière, tout comme nous sommes toujours attentifs aux politiques et aux orientations de tous les principaux partis. Nous savons tous parfaitement que le type de gouvernement avec lequel nous nous retrouverons bientôt aura une incidence directe sur notre vie quotidienne au travail. Du degré de respect pour notre jugement professionnel, aux ressources disponibles pour les élèves ayant des besoins particuliers jusqu'aux défis auxquels nous serons confrontés au moment de négocier de nouvelles conventions collectives, tout ceci et bien plus, seront touchés par les politiques et les attitudes du gouvernement que nous élirons en juin.

Nous ne pouvons pas *contrôler* l'orientation du gouvernement ou les politiques du parti au pouvoir. Mais nous pouvons faire tout notre possible pour *influencer* ces politiques. Et c'est pour cette raison qu'avant chaque élection provinciale, nous développons notre propre programme électoral, axé sur les enjeux en matière d'éducation, qui touchent directement les membres d'OSSTF/FEESO et leur vie professionnelle. Notre programme nous sert de moyen pour bien faire comprendre à chacun des partis politiques ce que nous nous attendons à voir dans *leurs* programmes électoraux, s'il espère recueillir l'appui de nos membres.

Notre programme s'appelle « L'éducation publique : c'est pour tout le monde ». Plusieurs d'entre vous le connaissent déjà. Si ce n'est pas le cas, lisez-le et encouragez le plus de nos membres possibles à en faire autant. Notre objectif est que chaque membre d'OSSTF/FEESO réfléchisse aux questions que nous avons soulevées dans notre programme au moment de choisir l'issue de leur vote.

Et soulignons-le, les enjeux dont nous parlons dans notre programme, ce sur quoi nous demandons au prochain gouvernement d'aborder, ne sont pas là pour constituer une liste quelconque de promesses en l'air. Nous exigeons des engagements concrets et raisonnables qui aideront les membres d'OSSTF/FEESO à faire de leur mieux pour les élèves sous notre responsabilité.

Par exemple, nous demandons, un engagement pour faire en sorte que les équipes d'apprentissage de la petite enfance comprennent un EPE dans chaque classe de maternelle et du jardin d'enfants et un nombre approprié d'éducatrices et d'aides à l'enseignement pour préserver le bien-être des élèves ayant des besoins particuliers. Nous réclamons ceci parce que nous savons qu'en présence de ces ressources, nous améliorons l'apprentissage de chaque enfant dans la salle de classe.

Nous exigeons un meilleur accès à du soutien professionnel pour les élèves ayant des retards de développement langagier ou des problèmes comportementaux ou des problèmes de santé mentale. C'est ce que nous réclamons parce que nous voulons que tous les élèves réalisent leur plein potentiel et nous savons que ce soutien doit être en place si nous voulons des salles de classe qui sont à la fois inclusives et sécuritaires.

Nous demandons des garanties que notre jugement professionnel sera respecté, tant par les conseils scolaires que par le ministère de l'Éducation. Cela suppose un engagement à la collaboration et à la consultation dans la planification des initiatives. Cela signifie faire confiance aux éducateurs pour fixer les stratégies d'enseignement. Et cela signifie l'élimination de l'OQRE, car nous savons que lorsqu'il s'agit de ce qu'il y a de mieux pour nos élèves, les tests standardisés uniformes ne font pas le poids face à l'évaluation continue et véritable, guidée par notre jugement professionnel.

En parlant d'approches uniformes, nous exerçons des pressions depuis longtemps pour que le gouvernement remédie aux graves lacunes de la formule de financement de l'éducation en Ontario, une formule qui a été imposée par le gouvernement Harris et conçue principalement pour retirer des ressources importantes de l'éducation publique. Elle repose presque entièrement sur les inscriptions et ne répond tout simplement pas à une foule de réalités auxquelles est confrontée l'éducation publique de l'Ontario d'aujourd'hui. C'est pour cette raison que nous demandons une nouvelle formule de financement inclusive qui reconnaît la diversité de nos élèves et qui fournit un éventail de services dont ils ont besoin pour réussir. Une formule qui comprend des fonds destinés aux élèves ayant des besoins particuliers. Une formule qui appuie les programmes d'apprentissage de la petite enfance pour améliorer leurs résultats dans les années d'études ultérieures. Une formule qui accorde un accès équitable aux services professionnels. Il nous faut des fonds pour s'assurer que les écoles sont sécuritaires, accessibles et bien entretenues et que les élèves ont accès à la technologie et aux autres outils d'apprentissage. Le présent gouvernement devrait être le tout dernier à utiliser la formule de financement actuelle pour financer l'éducation en Ontario.

Nous réclamons un engagement à accroître et à stabiliser les fonds destinés aux universités ontariennes. Nos membres du District 35 sont las de rappeler aux ministres responsables de l'éducation postsecondaire qui se sont succédé que l'Ontario est encore bon dernier parmi les provinces canadiennes en matière de financement par étudiant pour les universités. Bon dernier, année après année. Ce niveau de financement dérisoire signifie qu'un large éventail de

services importants que nos membres offrent aux étudiants sur les campus de la province sont constamment remis en question.

Le mois dernier, le Centre canadien de politiques alternatives a publié un rapport très troublant sur la croissance du travail précaire dans l'éducation postsecondaire ontarienne. Autrement dit, le financement précaire crée des emplois précaires et des services précaires pour les étudiants.

Il faut un financement stable à nos universités. Et ces fonds doivent viser des services précis. Les fonds publics destinés aux étudiants ne devraient pas être réaffectés à des projets inutiles par l'administration des universités qui ont d'autres priorités. Nous avons une relation de travail avec la nouvelle ministre et nous ferons tout notre possible pour qu'elle accorde une attention particulière à ces problèmes. Mais quiconque sera chargé de ce ministère après les élections du mois de juin doit faire mieux. Le prochain gouvernement doit absolument attacher une plus grande attention aux universités ontariennes.

Nous réclamons que le prochain gouvernement convoque un groupe de travail, composé de tous les partis, avec le mandat d'examiner les bien-fondés et les difficultés à passer à un seul système scolaire laïque public dans chaque langue officielle. Il va de soi que dans la société multiculturelle et multiconfessionnelle dans laquelle se trouve l'Ontario au 21^e siècle, le financement public pour les écoles associées à une confession religieuse n'a plus aucun sens.

Nous savons que 70 pour cent des Ontariennes et Ontariens souhaiteraient que les systèmes soient fusionnés. Et ils souhaiteraient aussi que les économies réalisées par l'élimination du dédoublement administratif soient redirigées dans le système. De cette façon, nous pourrions mieux préserver le travail de tous nos membres et continuer à accroître la qualité et l'accessibilité du système scolaire financé à même les deniers publics en Ontario.

C'est ce que nous proposons depuis des années. La population est de plus en plus prête pour cela. Le moment est venu pour les principaux partis politiques ontariens de se rallier à nous et d'admettre qu'une fusion des systèmes doit au moins être étudiée.

Le dernier sujet que nous abordons dans notre programme est le besoin criant de modifier la *Loi sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. Comme nous l'avons mentionné à de nombreuses reprises depuis la dernière ronde de négociation, la Loi, telle qu'elle existe actuellement, permet simplement aux associations de conseils scolaires un degré d'influence injustifiable aux tables centrales de négociation. Ces tables centrales étaient vouées à la négociation des salaires, des avantages sociaux et d'autres questions qui nécessitaient le financement ou la participation du gouvernement. Elles n'ont pas été créées pour donner aux conseils scolaires une occasion de s'attaquer aux conditions de travail de nos membres dans toute la province. Mais c'est exactement ce qui s'est produit. La présence des conseils scolaires à ces tables n'a rien accompli, sauf empêcher le progrès. Ils ont retardé des ententes qui auraient dû être conclues en beaucoup moins de temps. Et elles ont coûté plus de 1,4 million de journées scolaires, qui ont été perdues en raison des moyens de pression qui n'auraient pas été nécessaires.

Tout le monde ici présent, et certainement dans la province, veut que la prochaine ronde de négociation avec les conseils scolaires se déroule beaucoup plus en douceur que la précédente. C'est pourquoi nous demandons que la négociation centrale se fasse entre les syndicats et le gouvernement, c'est tout. Et nous réclamons que ces négociations couvrent les

salaires, les avantages sociaux et les autres enjeux liés au financement. Tous les autres enjeux devraient être abordés là où ils le devraient, aux tables locales de négociation à travers la province.

Nous avons déjà rencontré les gestionnaires du Parti libéral et du Nouveau Parti démocratique afin de discuter de notre programme et nous espérons rencontrer le Parti progressiste-conservateur une fois que tout se calme après leur course à la direction, aujourd'hui. Nous suivrons de très près ce que préconisent les partis à l'approche des élections. Nous comptons sur vous, en tant que dirigeants locaux et activistes, pour veiller à ce que le plus de membres possible d'OSSTF/FEESO prêtent aussi attention. Nous voulons que nos membres s'engagent; nous voulons qu'ils engagent leurs candidats locaux et qu'ils soulèvent les enjeux qui se trouvent dans notre programme. Aujourd'hui, vous recevrez tous des exemplaires de la brochure du programme qui est aussi disponible sur le site Web de la Fédération, sur la page d'accueil. Familiarisez-vous et partagez-la avec vos membres.

Vous aurez l'occasion d'évaluer les préparatifs électoraux de la première ministre Kathleen Wynne de même que ceux de la chef du Nouveau Parti démocratique, Andrea Horwath, respectivement dimanche et lundi. Elles seront ici pour s'adresser aux délégués et répondre à leurs questions. Nous avons aussi invité le chef intérimaire du Parti progressiste-conservateur, mais ce n'était visiblement pas un bon moment pour lui.

Grâce aux ententes de prolongation des conventions que nous avons conclues avec le gouvernement il y a un peu plus d'un an, il nous reste encore plus d'un an avant que nos membres à l'emploi des conseils scolaires entament les négociations. Bien sûr, des négociations sont en cours dans d'autres secteurs. Nous souhaitons féliciter nos membres du District 34, Conservatoire royal de musique, qui ont négocié une nouvelle convention en avril dernier. Aussi, nos membres du District 35 à l'Université Wilfrid Laurier, qui ont négocié une nouvelle convention collective en juin 2017 et à l'Université Algoma, en septembre dernier.

Même si nous avons plus d'un an avant le début de la négociation dans le secteur des conseils scolaires, nous avons amorcé, depuis plusieurs mois, les préparatifs en vue de la prochaine ronde. Entre le début novembre et la fin février, les membres de l'Exécutif provincial, ainsi que du personnel du Bureau provincial, ont visité près de 200 lieux de travail d'un bout à l'autre de la province et rencontré plus de 3 000 membres. L'objectif était de mieux cerner ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas pour nos membres et ce qu'ils souhaitent obtenir de la prochaine ronde de négociation.

Une chose est clairement ressortie au cours de ces visites, c'est l'importance de la négociation locale. Il existe toujours des problèmes en milieu de travail uniques à votre unité de négociation et je suis certain que nous reconnaissons tous que la négociation à l'échelon local est le seul moyen de les aborder adéquatement. Et c'est une autre raison d'exiger des modifications à la *Loi sur la négociation collective dans les conseils scolaires*. Si nous pouvons réussir à limiter la portée des discussions aux tables centrales aux enjeux qui sont appropriés à la négociation centrale, nous assisterons au retour d'une véritable négociation locale.

Il nous faut une négociation locale non seulement pour aborder ces enjeux qui sont uniques ou différemment nuancés dans des unités de négociation spécifiques, mais aussi pour nous assurer de renforcer nos capacités au sein de notre syndicat. Nos dirigeants locaux ont besoin

de l'expérience cruciale qu'ils ne peuvent acquérir que par leur participation intensive au processus de négociation. De forts dirigeants locaux sont à la base de notre syndicat.

La violence dans nos milieux de travail est un autre sujet qui a été soulevé à maintes reprises durant nos visites. Je crois que nous en sommes maintenant arrivés à un point, hélas, où cela ne devrait plus surprendre personne qui porte attention à l'éducation en Ontario, ou ailleurs au Canada, au cours des dernières années. Nous en sommes rendu à un point où ce n'est plus une nouvelle que les travailleuses et travailleurs en éducation sont régulièrement victimes de menaces, se font cracher sur eux, sont frappés à coup de poing ou de pied et se font mordre ou griffer. Ces travailleuses et travailleurs en éducation ont maintenant l'un des taux les plus élevés en temps perdu en raison de blessures que toute autre profession de la province. En nous déplaçant dans la province pour visiter les lieux de travail, nous avons entendu des témoignages poignants de la violence dont nos membres font l'objet. Par exemple, je n'oublierai pas d'être assis avec un groupe de nos membres francophones dans une école de Sudbury alors qu'elles sanglotaient en décrivant le stress et les blessures physiques subis de même que le soutien et l'intervention insuffisants de l'administration.

Nous les défendrons, et tous nos membres, pour les protéger de blessures en milieu de travail.

Au cours des dernières années, la violence dans nos lieux de travail est devenue une des activités principales de nos efforts en tant que Fédération. Notre Groupe de travail sur la violence au travail, créé en décembre 2016, a mené deux séries d'entrevues avec les membres de la base et avec les dirigeants locaux, y compris les agentes et agents en santé et sécurité. Nous avons appris exactement ce que nous soupçonnions : la violence dans les écoles ontariennes est un grave problème que les conseils scolaires tentent délibérément d'étouffer. Et, jusqu'à tout récemment, le gouvernement se contentait de fermer les yeux.

Mais nous avons des raisons d'être optimistes depuis que le gouvernement a changé d'attitude. Et je n'insisterai jamais assez à quel point nos efforts ont été importants pour insuffler ce changement. Notre journée de lobbying de mars dernier portait sur la violence dans nos lieux de travail et plus de 120 membres d'OSSTF/FEESO de partout dans la province se sont rendus à l'Assemblée législative pour rencontrer les députés provinciaux de tous les partis, y compris des ministres et des chefs de l'Opposition, afin de discuter de la violence dans nos écoles et nos lieux de travail. Nous savons que nos présentations ont trouvé écho parmi les parlementaires. Le jour même, la première ministre s'est engagée verbalement à ce que des mesures soient prises sous peu. Et à la réunion de juin du Conseil provincial, le ministre du Travail et la ministre de l'Éducation se sont tous les deux engagés à soutenir le Groupe de travail provincial pour la santé et la sécurité existant par des ressources additionnelles pour combattre et prévenir la violence dans les milieux de travail en éducation.

Le groupe de travail a fourni directement des conseils sur le document d'orientation que le ministère du Travail publiera pour le secteur de l'éducation. En termes simples et clairs, il délimite ce qu'est la violence et la manière dont les employeurs doivent y remédier en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. Le Groupe de travail provincial pour la santé et la sécurité a aussi produit un modèle écourté de plans de sécurité des élèves qui fourniraient aux travailleuses et travailleurs en éducation les informations dont ils ont besoin pour se protéger quand un élève ou une autre personne présente un risque de violence. Le Groupe de travail a aussi publié une feuille de route pour le signalement qui définit clairement les droits et les

responsabilités en vertu de la *Loi sur l'éducation*, de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et de la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Enfin, le Groupe de travail poursuit son travail sur un outil de signalement en ligne, qui sera à la disposition de tous les conseils scolaires, et qui simplifiera et uniformisera les procédures de signalement et ultimement fournira des renseignements utiles afin de prévenir de futurs incidents. Notre travail dans ce domaine se poursuivra, mais les premières mesures sont déjà en voie pour « Briser le silence » et « Arrêter la violence ».

Les 13 et 14 avril, OSSTF/FEESO parrainera la deuxième conférence researchED au Canada. Si vous ne connaissez pas researchED, il s'agit d'une organisation issue d'un mouvement populaire au Royaume-Uni. Il encourage le personnel enseignant et les travailleuses et travailleurs en éducation à se fier à des preuves et des expertises réelles plutôt que de dépendre des défenseurs et idéologues, pour inspirer leur pratique. Il nous encourage à insister auprès des écoles pour qu'elles mettent en œuvre uniquement les initiatives et les programmes dont l'efficacité a été prouvée de façon empirique. Les conférences de researchED réunissent du personnel enseignant et des travailleuses et travailleurs en éducation afin de partager des données, des études et des pratiques éclairées. Nous avons obtenu une brochette de conférenciers et d'animateurs parfaitement prestigieux, y compris des membres d'OSSTF/FEESO, qui se déplaceront de près et de loin, pour donner de leur temps parce que ce projet leur tient à cœur. Il y en aura pour tous les goûts et pour tout le monde impliqué en éducation.

Je souligne ceci en partie pour vous encourager à assister à la conférence. Mais aussi parce que researchED nous fournit de très bons principes directeurs quant à la manière dont nos relations avec le ministère de l'Éducation et les gestionnaires des conseils scolaires doivent fonctionner en ce qui a trait à la collaboration professionnelle et au respect de notre jugement professionnel.

Nous progressons dans ce domaine. Nous avons, comme vous le savez, négocié du libellé de protection du jugement professionnel dans notre convention centrale pour le personnel enseignant/enseignant suppléant et nous avons négocié aussi la création de la Politique/Programmes Note n° 159, La collaboration professionnelle, pour tous nos membres couverts par la *Loi sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

Dans l'esprit de ces ententes, nous avons travaillé avec le gouvernement et les associations de conseils scolaires pour résoudre les problèmes de mise en œuvre de la convention centrale. Nous avons également adopté une approche collaborative pour répondre aux préoccupations d'intérêt commun concernant les congés de maladie, le coût astronomique de l'ILD et l'exploration de manières de réduire les frais d'arbitrage.

Comme c'est le cas bien souvent, ce qui semble positif sur papier ne se révèle pas toujours ce que nous voudrions en réalité. Nos discussions sur les problèmes de mise en œuvre centrale ont été fructueuses, mais nous sommes souvent frustrés par le temps qu'il faut pour résoudre un problème. Le bon côté est que cela prend tout de même moins de temps et est moins coûteux que de passer par la procédure de grief/d'arbitrage.

Nous avons connu un peu d'intérêt dans nos discussions entourant les congés de maladie, les coûts de l'ILD et le processus de grief/arbitrage, et encore ici, les choses progressent beaucoup plus lentement que nous le souhaiterions.

Ce qui a été encore plus décevant, c'est le domaine de la collaboration professionnelle. Peu d'employeurs favorisent et entrent de plein gré dans des relations collaboratives avec nos membres, les réels professionnels de l'éducation.

Malgré ces frustrations, nous devons toujours nous engager à collaborer. La lenteur des progrès à l'échelon provincial ne dissuade pas, et ne doit pas dissuader, nos unités de négociation locales à faire preuve de leadership en travaillant avec leurs conseils scolaires. Nous savons que la réussite ne sera pas facile. Les initiatives ministérielles n'ont pas cessé, depuis des décennies, de compromettre le rôle de notre jugement professionnel. Nous ne pourrions pas renverser la situation. Mais nous devons le faire.

La tâche qui nous attend est de changer cette culture, école par école, conseil par conseil. Nous changeons la culture en respectant et faisant la promotion de notre professionnalisme dans chaque rôle que nous jouons. C'est de cette façon que nous créerons des milieux de travail où l'autonomie professionnelle n'est pas seulement reconnue officiellement, mais est tenue pour acquise. Il y a beaucoup à gagner grâce à des efforts coopératifs pour améliorer l'éducation financée à même les deniers publics, mais si cette approche n'impressionne pas nos employeurs, nous nous emparerons de notre droit au jugement professionnel par tous les moyens appropriés.

Il n'y a rien d'arrogant à affirmer notre professionnalisme, car nous savons que nos connaissances et nos expériences en tant qu'éducateurs sont essentielles à l'atteinte des résultats que nous voulons tous pour nos élèves.

Mais ces résultats sont importants et pas uniquement pour nos élèves. Les résultats auxquels nous aspirons sont importants pour chacune et chacun de nous dans cette province et dans ce pays. La trajectoire éventuelle que nous suivrons comme société sera déterminée, en grande partie, par la nature et la qualité de l'éducation que nous sommes capables d'offrir aux élèves avec lesquels nous travaillons aujourd'hui. Les élèves qui se retrouvent dans nos écoles élémentaires, nos écoles secondaires et nos universités modèleront bientôt notre monde. Ils prendront des décisions, des décisions dans leur vie personnelle, certes, mais aussi des décisions politiques et économiques qui nous affecteront tous.

Cela a toujours été ainsi. Et cela a toujours été le rôle de l'éducation publique de veiller à ce que lorsque les élèves entrent dans leur vie adulte et qu'ils se rapprochent de ces décisions clés, ils disposent d'une compréhension concrète du monde qui les entoure et d'une solide capacité de pensée critique.

Mais dans quel monde vivrions-nous si les adultes qui prennent ces importantes décisions n'avaient jamais acquis cette solide base de connaissances sur le fonctionnement du monde? De quelle manière ces lacunes pourraient-elles affecter leur capacité à comprendre et à évaluer l'information, en particulier à l'ère de l'échange des mêmes idées dans les médias sociaux et des fausses nouvelles (*alternative facts*)?

Je pense que plusieurs d'entre vous conviendront qu'il nous suffit de jeter un coup d'œil à ce qui se passe au sud de la frontière pour une réponse plus troublante à cette question.

Un certain nombre de facteurs économiques, sociaux et historiques réunis ont donné lieu au théâtre politique de l'absurde dont nous sommes témoins depuis ces deux dernières années. Mais comment un homme, dont les déclarations quotidiennes passent effrontément outre les faits et bravent manifestement la raison, un homme qui est fréquemment à peine logique, en vient-il à être élu au plus haut poste? Sans aucun doute, cette base de connaissances essentielles et cette capacité vitale de raisonnement font cruellement défaut chez une fraction importante de la population.

Voilà ce qui se produit lorsque l'éducation publique cesse d'être une priorité publique. C'est ce qui se produit quand le financement de l'éducation diminue, que les infrastructures commencent à s'effondrer et que les éducatrices et éducateurs reçoivent un salaire qui est simplement insuffisant pour vivre. C'est une réalité dans bon nombre d'États américains depuis des années et les conséquences deviennent malheureusement évidentes. En Virginie-Occidentale, les conséquences ont été une grève absolument indispensable pour régler leur salaire de misère. Plus récemment à Parkland (Floride), les conséquences de l'adhésion à des législations et des politiques absolument destructives ont été mortelles.

Vous devez savoir que nous avons envoyé du soutien financier à la Marche pour nos vies (*March for Our Lives*) organisée par ces élèves courageux et admirables de l'école secondaire Marjory Stoneman Douglas et à un fonds destiné aux survivants pour les aider à faire face aux conséquences de cette atrocité.

Mais il ne faut pas oublier que la qualité de l'éducation est aussi en danger quand les éducateurs n'ont pas la flexibilité pour utiliser pleinement leurs connaissances et leurs expertises professionnelles. La qualité de l'éducation est en danger quand les gouvernements comptent sur les bureaucrates et sur les idéologues, plutôt que sur les éducateurs eux-mêmes, pour prendre les décisions stratégiques clés et définir l'orientation.

Et quand nous permettons à la qualité de l'éducation d'être compromise de cette façon, nous mettons l'avenir en danger.

C'est la raison pour laquelle le travail de la Fédération est si important.

Quand OSSTF/FEESO protège les conditions de travail et fait valoir les intérêts de ses membres, nous faisons aussi, presque toujours, progresser la qualité de l'éducation.

En demandant des dispositions et des conditions qui permettent à nos membres de donner le meilleur d'eux-mêmes pour les élèves avec lesquels ils travaillent, nous déployons aussi des efforts pour garantir le meilleur système d'éducation possible qui soit.

Et en insistant pour que nos connaissances, notre expérience et notre professionnalisme fassent toujours partie intégrante de la prise de décision à tous les paliers, nous protégeons et renforçons vraiment la qualité de l'éducation publique en Ontario et nous forçons un meilleur avenir.

Nous sommes ici, en fin de semaine, pour contribuer à ce travail important. J'espère que vous aurez toutes et tous une bonne RAAP.